



Aurelien Morissard/IP3/Getty Images

La France: sauvée de l'abîme?

Ce que la victoire d'Emmanuel Macron signifie pour la France et pour l'Europe

- Richard Palmer
- [05/06/2017](#)

Lorsque les résultats ont frappé les manchettes, les gens à travers le monde ont poussé un soupir de soulagement. La catastrophe a été évitée. L'extrémisme avait été vaincu. Le 7 mai, le peuple de la France s'est éloigné du précipice qui aurait lancé l'Union européenne dans l'agitation totale, en accordant une victoire écrasante lors des élections présidentielles à Emmanuel Macron, sur le candidat d'extrême droite Marine Le Pen.

C'était la deuxième grande élection européenne en deux mois, et à bien des égards, le résultat était le même. Aux Pays-Bas en mars, le parti de Geert Wilders—largement considéré comme un extrémiste—a pris la deuxième place à celle d'un candidat plus dominant, Mark Rutte, pour le poste de Premier ministre.

Dans ces deux cas, cependant, caractériser ce qui s'est passé en tant que défaite pour les extrémistes—comme cela a été fait dans la presse traditionnelle—est de manquer entièrement la leçon.

Ces anciennes parties marginales—même si elles ne revendiquent pas encore le soutien de la majorité—augmentent de façon dramatique. C'est un symptôme de problèmes beaucoup plus profonds que l'Europe doit faire face. Et ces problèmes—contrairement aux affiches déchirées dans les poubelles le long de la rue du Faubourg Saint-Honoré lisant « Le Pen en 2017 »—ne disparaissent pas.

Moins populaire que Clovis le paresseux

Il est déjà clair que la politique française est en crise. L'ancien président, François Hollande, a vu sa note d'approbation s'accrocher à un triste 4 pour cent, ce qui le fait le dirigeant le plus impopulaire de l'histoire de la France. Certes, au temps des dirigeants français comme Clovis le paresseux, Charles le gros, ou Philip l'amoureux, il n'y avait pas de sondages d'opinion ; s'il y en avait, donner la « mauvaise réponse » au sondage vous aurait probablement causé d'être tué. Pourtant, il est difficile d'imaginer même Louis le bègue dans un pire état que le pauvre président Hollande.

Pendant ce temps, *aucun* des deux principaux partis de la France n'a pu présenter leurs candidats au deuxième tour des élections de France. C'est un événement presque aussi important que les républicains et les démocrates perdant une élection générale aux États-Unis.

Ce que nous voyons en France va bien au-delà de l'insatisfaction politique ordinaire. Il atteint des niveaux *révolutionnaires*.

« Les Français discutent si les institutions de leur pays se sont manœuvré dans une situation pré-révolutionnaire en raison de l'incompétence continue des fonctionnaires », a déclaré *Der Spiegel*. « Ils se demandent si l'état d'aujourd'hui est, en fait, plus semblable à la monarchie ancienne—à l'*Ancien Régime* pourri, peu de temps avant la Révolution française. ...

« Ce n'est pas par hasard que cette élection comprend un certain nombre de candidats qui demandent l'abolition de la

République française dans sa forme actuelle et la création d'une nouvelle constitution » (15 avril).

La victoire écrasante de Macron ne résout pas cela.

Il a gagné pas tellement parce que les gens l'aiment, mais parce qu'ils voulaient bloquer Le Pen. Seulement 24 pour cent ont dit qu'ils pensaient que Macron avait les qualifications pour être président. Un des cris de ralliements était : « Ni Macron ni Le Pen ». Un autre était « Ni le choléra ni la peste ».

Le véritable test de Macron aura lieu les 11 et 18 juin, lors des élections législatives de la France. Macron mène un tout nouveau parti, En Marche !, qu'il a fondé juste l'année dernière. Pour un parti politique d'aller de l'existence soudaine à une majorité parlementaire dans un peu plus d'un an semble une tâche impossible.

Il est plus que probable que Macron commencera sa présidence sans soutien parlementaire et confronté par des défis monumentaux.

Peut-être que le record établi par Hollande pour l'impopularité ne durera pas longtemps.

Demi-grossesse et d'autres problèmes

Considérez les problèmes qui attendent le bureau de Macron son premier jour en tant que président.

La France est aux prises avec d'importants problèmes économiques. Son taux de chômage est plus que 10 pour cent—près du plus haut niveau en 35 ans. (En revanche, le taux de chômage de l'Allemagne est moins de 4 pour cent). Parmi les jeunes français à la recherche d'un emploi, *1 sur 4* ne peuvent pas trouver du travail. L'économie française a peu augmentée et, au cours du deuxième trimestre de l'année dernière, elle a même diminuée.

Il y a une solution simple à cela—celle que l'Angleterre et l'Amérique ont prise : emprunter et dépenser. Les dettes en croissance ont tendance à se débarrasser des maux de tête immédiats. Le problème est qu'ils contribuent à des problèmes encore plus importants dans le futur.

Le problème ici est l'euro. Les règles de la zone euro limitent le montant que le gouvernement peut emprunter chaque année, et la France a déjà dépassée sa limite. Cela a déclenché un contrecoup contre l'euro. Au premier tour de l'élection, 48% des électeurs français ont choisi des partis qui souhaitent sortir la France de l'euro. L'Italie se trouve dans une situation similaire. Si cette proportion croissante de personnes dans l'un ou l'autre de ces pays obtient ce qu'ils veulent, la zone euro sera en difficulté majeure.

Cette situation provient d'un problème plus fondamental. Le partage d'une monnaie signifie le partage de la souveraineté. Les Français, les Espagnols, les Grecs et les autres Européens sont naturellement bouleversés quand les Allemands veulent freiner leurs dépenses. Après tout, pourquoi un autre pays devrait-il dire à ses gouvernements ce qu'il faut faire? Dans le même temps, les Allemands sont naturellement bouleversés que d'autres pays accumulent des dettes. Après tout, leur dette affecte directement l'économie allemande. Les Allemands veulent s'assurer que leur propre argent des contribuables ne va pas renflouer les autres pays qui se noient dans la dette.

Ce conflit d'intérêts est simplement inhérent à la nature d'une union monétaire. Les Européens n'ont jamais été informés du coût réel de l'adhésion à la zone euro, et ils ne l'ont jamais approuvé. Mais ils sont pris avec cela—pour l'instant.

Macron a une solution en deux étapes, et aucune étape n'est facile. La première consiste à réviser les lois et les taxes du travail compliquées en France.

« Le système juridique labyrinthique a 400,000 normes et réglementations commerciales, avec 360 taxes distinctes, et certaines pré-datant la Révolution française », a écrit le rédacteur en chef des affaires internationales du *Telegraph*, Ambrose Evans-Pritchard (9 mai).

« Selon le dicton, il faut trois jours pour congédier quelqu'un à Londres, trois mois en Suisse et trois ans à Paris », a déclaré Jean-Frédéric de Leusse, responsable d'UBS en France. « C'est peut-être une exagération, mais c'est probablement très proche de la réalité ».

Les gouvernements français ont généralement confronté les nouveaux défis avec des réactions qui traitent les effets et jamais les causes. Par exemple, le gouvernement craignait que les librairies fassent faillite parce qu'elles ne pouvaient pas rivaliser avec le détaillant en ligne *Amazon*. Au lieu d'entreprendre une étude sur pourquoi certaines entreprises font faillite, ils ont simplement interdit la livraison gratuite. *Amazon* a répondu en facturant *un centime d'euro* pour la livraison. L'économie entière est retenue par des milliers de règlements inutiles.

Mais ces règlements sont populaires, et Macron n'aura probablement pas de mandat ou de soutien au Parlement pour les modifier.

Sa deuxième ligne d'attaque est au niveau de l'UE. Macron a critiqué la zone euro dans sa forme actuelle pour être comme une « demi-grossesse » : elle ne peut pas exister telle qu'elle est—elle doit être tout ou rien. Macron veut tout : une coopération plus étroite, un trésor de la zone euro, un ministre des Finances de la zone euro, et des pays de la zone euro remettant des portions de leurs recettes fiscales.

Macron propose la bonne solution *technique*, et elle pourrait bien être la solution acceptée par l'UE en fin de compte. Mais c'est une route difficile d'ici à là. Avec l'UE sous sa forme actuelle, cela signifie que l'Allemagne accepte de subventionner les pays les plus pauvres comme la Grèce—pour toujours. La seule façon dont l'Allemagne pourrait accepter de subventionner la zone euro est si elle *contrôle* la zone euro. C'est exactement le même conflit qui s'est joué année après année en Grèce—sauf que, ici, il est réparti sur l'ensemble de l'Europe. Et c'est un conflit où aucun des deux côtés ne peut céder facilement.

Si Macron parvient à avoir une majorité au Parlement en juin, il pourrait faire des progrès pour réformer l'économie française, et peut-être même obtenir un soutien populaire pour un accord avec l'Allemagne—un accord qui transformerait l'Europe en un super-État.

Cependant, si cela ne se produit pas, comme il est beaucoup plus probable, les problèmes en France et dans l'UE vont empirer et les crises économiques continueront. Dans ce cas, il est probable que le temps viendra où les pays de l'UE seront FORCÉS de créer ce super-État.

La crise musulmane

Le 20 avril, Karim Cheurfi a poussé son AK-47 dans la fenêtre d'une camionnette de police sur les Champs-Élysées de France et a déclenché. Dans le même temps, les candidats présidentiels de la France tenaient leurs derniers débats avant le premier tour des élections.

C'était une fin triste mais appropriée de la campagne présidentielle. Le pays est en situation d'urgence depuis novembre 2015. Pendant ce temps, des terroristes musulmans ont tué 240 personnes. « Ce n'est plus extraordinaire d'observer des patrouilles militaires armées parmi les hordes de touristes au-dessous de la Tour Eiffel. De même, une équipe de l'armée avec des armes tirées sur la Cours Mirabeau de l'époque de la Renaissance, dans la ville sud d'Aix-en-Provence le mercredi, a à peine fait tourner une seule tête des dizaines de fêtards de café qui profitaient des terrasses de trottoir ombragées », a écrit le *Daily Signal*. « Les Français ont adapté à vivre avec la menace terroriste et les mesures de protection de l'État font partie de l'environnement normal de la vie » (4 mai).

Macron n'a pas de solution. Lors de ce débat—la nuit où un policier de Paris a été assassiné par un homme avec un Coran dans sa voiture, une note louant l'État islamique dans sa poche, et un fusil automatique entre ses mains—Macron a admis que la France devra vivre avec des attaques terroristes « pour des années à venir ».

Mais le terrorisme n'est pas quelque chose que vous pouvez ignorer et espérer qu'il disparaîtra.

Pendant ce temps, le problème de l'immigration en Europe va également s'aggraver. « La crise la plus susceptible d'accabler l'Europe dans les années à venir et d'apporter des leaders populistes ou nationalistes comme Marine Le Pen au pouvoir est une augmentation incontrôlable de l'immigration en provenance d'Afrique et du Moyen-Orient », a averti l'ancien ministre britannique des Affaires étrangères, William Hague (*Telegraph*, 9 mai).

« Dans les couloirs de Bruxelles et d'autres capitales, beaucoup de temps est consacré à cette question », a-t-il poursuivi, « mais toujours à trouver des solutions de plâtre collant, comme l'achat de la coopération turque plutôt qu'une stratégie à long terme. ... »

« Laissée à se développer, la future crise migratoire est celle qui va briser la zone Schengen, l'UE et la direction dominante de l'Europe. Il n'y a encore aucun signe que suffisamment de mesures sont prises pour l'éviter. Macron devrait ajouter la préparation pour cela à sa liste des choses qu'il doit faire. Sinon, les populistes, y compris Marine Le Pen, seront de retour avec une vengeance. »

Ce sont des problèmes que Macron admet ouvertement qu'il n'a pas de solution. Et ils ont déjà conduit à une grande insatisfaction en France, un mécontentement assez profond pour motiver 10,6 millions de Français à voter pour Le Pen.

Où l'Europe sera demain

La France souffre des mêmes problèmes qui frappent les démocraties de style occidental dans le monde entier. Tous ont leurs problèmes avec l'Islam radical. Tous ont la tendance obstinée à voter pour les politiques sociales qu'ils ne peuvent pas se permettre. À peu près tous se débattent avec leurs propres initiés politiques et extrémistes, à la fois de gauche et de droite.

Mais à travers la zone euro, la situation est singulièrement mauvaise. Les dirigeants n'ont pas le pouvoir de résoudre les problèmes, même s'ils ont des solutions. L'économie et les frontières de la France sont hors de son contrôle, et son incapacité à résoudre ces crises rend la crise politique plus grave.

De toute évidence, les crises européennes se poursuivront.

Ce n'est pas seulement un problème français. L'Italie a passé les dernières années à éviter désespérément les élections de peur qu'un vote fasse fondre l'euro. La Grèce fait paniquer chaque fois qu'elle en détient une. Même les Pays-Bas—bien en dehors de la zone de danger du sud de l'Europe—ont amené le monde à retenir son souffle en mars lorsque le politicien populiste anti-UE Geert Wilders a presque obtenu le poste de Premier ministre.

Mais où est-ce que cela conduit l'Europe?

Le monde de l'Europe change rapidement. Il était autrefois capable de compter sur l'Amérique pour la protéger et garder la paix dans son quartier. Dans le même temps, le système politique européen s'effondre. Et personne n'a de solution.

La démocratie s'est souvent révélée vulnérable, et en Europe, elle n'a que quelques décennies. Il est déjà clair que ce qui était autrefois impensable est récemment presque devenu une réalité—et dans l'avenir immédiat cela demeure encore une forte possibilité.

La Bible donne le même avertissement sur l'Europe. Dans sa brochure, [A Strong German Leader Is Imminent](#) (*Un chef fort allemand est imminent*—seulement disponible en anglais, pour le moment), le rédacteur en chef de la *Trompette*, Gerald Flurry, écrit : « Daniel 8 est l'une des prophéties les plus étonnantes de la Bible, et nous devons la comprendre. »

Il cite la dernière partie du verset 17, qui donne la séquence du temps de la prophétie : « car la vision est pour le temps de la fin ». Puis, au verset 19, il devient encore plus précis : « Et il dit : Voici, je te fais connaître ce qui aura lieu à la dernière fin de l'indignation. » Il parle non seulement du temps de la fin, mais Dieu veut que nous réalisons l'URGENCE de ceci », écrit M. Flurry. « Ceci est la DERNIÈRE FIN : la FIN du temps de la fin! Daniel a été écrit *uniquement* pour le temps de la fin (Daniel 12: 4, 9). Dieu veut que nous devenions URGENTS à ce sujet. »

Maintenant, notez Daniel 8:23, qui décrit un chef fort qui est sur le point de s'élever en Europe : « À la fin de leur domination, lorsque les pécheurs seront consumés, IL S'ÉLÈVERA UN ROI IMPUDENT ET ARTIFICIEUX »

« Dieu appelle ce chef UN ROI » écrit M. Flurry. « Ce prince à venir bientôt pourrait être littéralement appelé unroi. Même s'il n'est pas, la Bible lui donne cette étiquette. Lorsque la Bible parle d'un roi, dans la plupart des cas, il dit que ce n'est pas un gouvernement démocratique. Même s'il n'a pas ce titre, il va *diriger comme un roi*. Cette vision de Daniel montre que l'empire européen est sur le point de devenir beaucoup plus autoritaire. »

Vous pouvez voir dans Daniel 11:21 que ce chef viendra au pouvoir « par des flatteries ». Cela signifie « probablement pas par des votes, mais par un gouvernement de coalition d'une certaine sorte », écrit M. Flurry. « Nous devons surveiller attentivement l'Allemagne et l'Europe. Bien que la prophétie biblique nous donne les grandes lignes de la façon dont cela se déroulera, nous ne connaissons pas les détails. »

C'est là où la crise de l'Europe se dirige. Elle va empirer et empirer jusqu'à ce que le système politique actuel de l'Europe soit détruit. ■

Bulletin Trompette



'Où est Dieu dans les attaques terroristes?'

Les attaques terroristes sur les marchés de Noël et les célébrations du Nouvel An soulèvent de nouvelles questions: Où est Dieu tandis que l'humanité souffre?

PAR JOSUE MICHELS

Les nouvelles horribles des attaques terroristes ont ébranlées des communautés chrétiennes autour du monde en 2016, et les premiers jours de 2017 ont apporté plus de la même chose. Alors que cette année promet d'être pire que l'année dernière, beaucoup se demandent: Où est Dieu dans tout cela? Si Dieu est un être tout-puissant, tout aimant, tout-miséricordieux, et s'il aime vraiment sa création, pourquoi n'arrive-t-il pas à l'arrêter?

[Lisez le reste de l'article](#)

**Bulletin
Trompette**

**Demeurez informé
et abonnez-vous à
notre bulletin.**